



Conseil économique et social

Distr. générale
4 mars 2019

Original : français

Comité des droits économiques, sociaux et culturels Soixante-cinquième session

Compte rendu analytique de la 7^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 21 février 2019, à 10 heures

Président(e): M. Zerbini Ribeiro Leão

Sommaire

Examen de rapports

- a) Rapports soumis par les États parties en application des articles 16 et 17 du Pacte
(suite)

Quatrième rapport périodique du Cameroun (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.

GE.19-03384 (F) 010319 040319



* 1 9 0 3 3 8 4 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen de rapports

a) Rapports soumis par les États parties en application des articles 16 et 17 du Pacte (suite)

Quatrième rapport périodique du Cameroun ((E/C.12/CMR/4) ; document de base (HRI/CORE/CMR/2013) ; liste des points à traiter (E/C.12/CMR/Q/4) ; réponses du Gouvernement camerounais à la liste des points à traiter (E/C.12/CMR/Q/4/Add.1)) (suite)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation camerounaise reprend place à la table du Comité.*

Articles 10 à 12 du Pacte (suite)

M. De Schutter (Équipe spéciale pour le Cameroun) demande des éclaircissements à la délégation concernant les allégations selon lesquelles, depuis la proclamation en octobre 2017 par des groupes séparatistes de leur volonté d'indépendance, les forces armées camerounaises auraient détruit des maisons, voire même incendié des villages entiers, et des milliers de personnes auraient été déplacées à l'intérieur du pays. Des précisions sur les événements survenus dans les villages de Kembong et de Kwakwa ainsi que dans d'autres villages de la région du Sud-Ouest seraient bienvenues. La délégation pourrait préciser également si des expulsions forcées ont effectivement eu lieu, si des enquêtes ont été ouvertes et si les victimes ont été indemnisées.

M. De Schutter note que la progressivité de l'impôt a diminué au cours de la période 2012-2016, où les impôts indirects ont augmenté plus rapidement que les impôts directs, et demande si le Cameroun agit au maximum des ressources disponibles pour favoriser l'accès des populations rurales aux soins de santé. Concernant la répartition des dépenses publiques entre les différentes régions, il demande si les pouvoirs publics étudient les moyens de recueillir des données précises afin de mettre en place un système de péréquation entre les territoires et de réduire les inégalités géographiques. Enfin, M. De Schutter demande si le caractère très restrictif des conditions d'accès à l'avortement prévues dans le Code pénal donne lieu à des avortements clandestins susceptibles de mettre en danger la santé des femmes concernées.

M. Mbella Mbella (Cameroun) dit que les droits de l'homme sont abordés dans les programmes d'enseignement du droit et de formation continue du personnel judiciaire au Cameroun, notamment à l'École nationale d'administration et de magistrature et dans le cadre de la formation des avocats stagiaires. L'organisation camerounaise du barreau dispose d'une commission des droits de l'homme dont la mission principale est de promouvoir ces droits par des activités de recherche et de formation, et qui organise régulièrement des formations destinées aux avocats avec des partenaires tels que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). L'application des instruments internationaux dans le droit interne est abordée dans le cadre de ces formations, ce qui a pour effet que les instruments internationaux sont de plus en plus appliqués par les juridictions nationales. C'est ainsi que dans l'affaire *Massango Epie c. Herakles Farms*, relative à un licenciement abusif, le juge a considéré que les motifs du licenciement étaient contraires aux dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels car ils faisaient apparaître une discrimination flagrante à l'égard du requérant. S'agissant du droit à la santé, le juge de la Cour suprême a tenu compte dans un arrêt de 2008 de l'indisponibilité d'un traitement curatif contre le VIH/sida pour aménager le droit à réparation d'une personne victime de la transmission volontaire de cette maladie. Par ailleurs, étant donné que l'infraction d'entrave à la scolarisation a été introduite dans le Code pénal en 2016, la violation du droit d'accès à l'éducation peut désormais être sanctionnée par les juridictions pénales.

En ce qui concerne les allégations relatives à M. Nasako Besingi, directeur d'une organisation non-gouvernementale (ONG) menant des activités de défense des droits de l'homme, M. Mbella Mbella précise que l'intéressé et des membres de son ONG ont organisé en 2012 une manifestation contre les activités d'une entreprise américaine d'exploitation de plantations de palme à Mundemba, dans le Sud-Ouest du Cameroun. Ils

ont été arrêtés et accusés d'avoir organisé une manifestation publique sans en avoir fait la déclaration préalable auprès de l'administration. M. Besingi a été déclaré coupable ultérieurement d'avoir tenté d'organiser un défilé sur une autoroute et a été condamné pour ces faits à deux ans de prison et à une amende. Par la suite, M. Besingi a tenté d'entrer par la force sur le site de l'entreprise susmentionnée avec des journalistes de France 24 et a été arrêté par des membres du personnel pour absence d'autorisation préalable de la direction. Il a été condamné pour ces faits en 2015 à une peine de prison de trois ans et à une amende pour diffamation. Il a interjeté appel et l'affaire est en cours. En 2017, M. Besingi a été arrêté par les forces de l'ordre et accusé d'avoir incité à la sécession et à la rébellion. Il a été placé en état d'arrestation mais son procès devant le tribunal militaire s'est conclu par un non-lieu et il a rapidement été libéré. On peut affirmer que M. Besingi a bénéficié du droit à un procès équitable puisqu'il a été présumé innocent tout au long de son procès. Il a bénéficié de l'assistance d'un avocat. Il n'a pas été placé en détention provisoire au cours des deux premières affaires le concernant. Il a pu exercer ses droits à la liberté d'association et d'expression. Toutefois, il n'a pas respecté les lois en vigueur relatives aux manifestations publiques et à l'obligation de saisir les juridictions compétentes en cas de manquement au droit de l'environnement.

L'État camerounais poursuit ses efforts visant à supprimer de son droit interne les dispositions discriminatoires à l'égard des femmes, telles la possibilité donnée au mari de s'opposer à l'exercice d'une profession séparée par son épouse dans l'intérêt du ménage, et la disposition du Code civil reconnaissant au seul mari la capacité de gestion des biens communs aux époux. En outre, en vertu du principe de l'applicabilité directe des instruments internationaux, les tribunaux appliquent de plus en plus les dispositions égalitaires prévues par les instruments relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Cameroun.

En ce qui concerne l'accès des femmes aux postes de décision, l'application des dispositions du Code électoral de 2012 relatives à la prise en considération du genre dans les listes électorales, associée à des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des femmes dans le domaine politique, a fait progresser le nombre de femmes dans les instances de décision. Ainsi, au Sénat, le pourcentage de femmes est passé de 21 % lors de la législature 2013-2018 à 26 % pour la législature 2018-2023. À l'Assemblée nationale, le pourcentage de femmes est passé de 13,9 % au cours de la législature 2007-2012 à 31 % en 2013-2019. La proportion de femmes maires est passée de 6,7 % à 7 % entre 2007 et 2013 tandis que le pourcentage de femmes au Gouvernement est passé de 15,38 % en 2015 à 16,92 % en 2018. Leur proportion a également augmenté dans les administrations publiques et aux postes de direction dans les collectivités territoriales. Pour ce qui concerne le secteur judiciaire, on compte 22 % de femmes à la Cour suprême et 18 % de femmes à la tête de juridictions inférieures.

M. Mbella Mbella souligne que le plan d'assistance humanitaire d'urgence mis en œuvre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2018 et en 2019 a bénéficié à l'ensemble de la population, sans discrimination fondée sur la langue. Il précise qu'il n'y a pas de régions anglophones et francophones au Cameroun. Le Cameroun est un État pluriethnique unitaire et indivisible comptant 300 ethnies qui ne se définissent pas par une appartenance linguistique ou religieuse. Le plan d'assistance humanitaire vise notamment à rétablir un cadre de vie propice au développement, à apporter une aide d'urgence aux personnes déplacées, à promouvoir la cohésion sociale et le vivre ensemble de tous les Camerounais indépendamment de leur langue et à remettre sur pied les infrastructures qui ont été détruites. Le rôle du Gouvernement est d'assurer la protection des personnes et des biens ainsi que la stabilité du pays, la sécurité et l'état de droit. Un centre de coordination pour l'assistance humanitaire a été créé à cette fin sous l'autorité du Ministère de l'administration territoriale pour coordonner les interventions des acteurs nationaux et internationaux et assurer le suivi et l'évaluation de l'action menée.

M. Sadi voudrait savoir si les autorités sont conscientes des graves répercussions sur la santé que peut avoir l'utilisation de pesticides dans l'agriculture et si des mesures de contrôle sont appliquées afin d'en limiter l'emploi. Des statistiques sur le taux de cancer dans l'État partie seraient utiles à cet égard.

M. Uprimny (Rapporteur pour le Cameroun) relève que, d'après des statistiques publiées par la Banque mondiale, les dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation ont diminué au cours de la décennie écoulée alors que, parallèlement, la croissance économique a été appréciable dans l'État partie. La délégation voudra bien donner des explications à ce sujet et décrire les mesures prises afin de réduire les inégalités considérables subsistant dans le pays.

M^{me} Shin souhaiterait recevoir une réponse aux questions qu'elle a posées à la séance précédente sur la participation de la société civile, en particulier des associations de femmes, à l'application et au suivi du Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité pour 2018-2020. Elle aurait souhaité savoir s'il existe un programme d'évaluation de l'application de ce plan et, dans l'affirmative, quel ministère est chargé de sa mise en œuvre.

M. Kedzia se dit troublé d'entendre la délégation qualifier M. Besingi de « soi-disant défenseur des droits de l'homme » car, d'après les informations dont dispose le Comité, cette personne relaie les revendications de personnes qui, depuis 2009, manifestent contre ce qu'elles considèrent comme des violations de leurs droits fonciers par la société Herakles Farms. M. Kedzia rappelle en outre qu'il avait demandé à la délégation si le Gouvernement avait procédé à des études d'impact sur les droits de l'homme avant d'accorder des concessions à la société Herakles Farms et qu'il avait souhaité savoir si la législation interne rendait obligatoire la réalisation d'études de ce type lorsque les autorités envisageaient d'accorder des licences d'exploitation des ressources naturelles à des sociétés étrangères.

M. Kedzia dit qu'il a pris bonne note des renseignements fournis dans le rapport et les réponses écrites sur les mesures prises par les autorités pour combattre la corruption, mais qu'il n'y a trouvé d'informations sur les effets concrets de ces efforts. Le fait que le Cameroun se trouve à la cent cinquante-deuxième place sur les 180 États figurant dans le classement établi par Transparency International est le signe que la corruption constitue un grave problème dans l'État partie. La délégation est invitée à fournir les renseignements qui lui ont été demandés concernant le nombre d'affaires dans lesquelles des hauts fonctionnaires ont été poursuivis pour corruption au cours des trois années écoulées, l'application de la loi n° 003/2006 relative à l'obligation incombant aux hauts fonctionnaires de déclarer leurs biens et leurs avoirs au fisc à leur prise de fonctions et à la fin de leur mandat ainsi que les mesures adoptées afin de protéger les lanceurs d'alerte et les victimes qui dénoncent des faits de corruption contre d'éventuelles représailles.

M. Mbella Mbella (Cameroun) dit qu'à la fin de 2018, la Commission nationale anticorruption (CONAC) a publié la liste des fonctionnaires jugés et reconnus coupables de détournement de fonds ou d'abus de biens sociaux. Des sommes considérables ont pu être restituées à l'état grâce aux activités de cet organe. Afin de prévenir les représailles contre les lanceurs d'alerte, l'identité des intéressés peut être gardée secrète s'ils le souhaitent. Il n'est encore jamais arrivé que des personnes ayant témoigné à visage découvert dans des affaires de corruption fassent l'objet de représailles. Depuis 2016, la loi n° 003/2006 est de plus en plus largement appliquée et les personnes appelées à occuper un poste élevé dans l'administration publique déclarent spontanément leurs avoirs à leur entrée en fonctions et lorsqu'ils quittent leur poste, ce qui leur permet de disposer de preuves au cas où on leur demanderait des comptes sur leurs biens et d'éviter ainsi de faire l'objet de poursuites judiciaires.

En ce qui concerne l'octroi de concessions à des sociétés étrangères, M. Mbella Mbella dit que, comme d'autres jeunes États du continent africain, le Cameroun a mis un certain temps à se doter de moyens lui permettant de prévenir les pratiques abusives des multinationales, qui étaient encore monnaie courante il y a une vingtaine d'années. En 2013, un comité intersectoriel chargé de protéger les populations et les peuples autochtones contre les expropriations a été créé et un projet de loi visant à réglementer l'exploitation des ressources naturelles et à protéger les populations locales est en cours d'élaboration. En outre, afin de prévenir l'accaparement des terres par des sociétés étrangères, les garanties de procédures ont été renforcées. Désormais, le Président de la République est le seul à donner son aval lorsqu'il est question d'attribuer une concession à une entreprise étrangère. Le Ministère des domaines et des affaires foncières s'emploie à prévenir et combattre les

atteintes aux droits fonciers et la discrimination à l'égard des autochtones et des populations locales liées à l'exploitation des ressources naturelles. S'agissant de M. Nasako Besingi, M. Mbella Mbella précise qu'il ne minimise nullement l'action de cette personne, mais qu'il ne tient à souligner que, s'il a été arrêté, c'est parce qu'il n'a pas toujours agi dans le respect de la légalité et que les autorités se devaient d'intervenir.

L'organe chargé de coordonner l'aide humanitaire est le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation. La société civile ainsi que tous les acteurs intéressés, dont les chefs traditionnels des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les associations de femmes, ont participé à la conception du programme d'aide d'urgence aux personnes déplacées. La personne chargée de l'évaluation de ce programme est une femme spécialisée dans la gestion des crises, qui a été nommée par le Gouvernement à cette fin. Le programme d'urgence ayant été lancé en 2018, une évaluation de son application sera réalisée en 2019.

S'agissant du contraste entre la croissance constatée par la Banque mondiale et le recul des dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation, M. Mbella Mbella indique qu'un certain nombre de facteurs ont contraint le Gouvernement à réduire les ressources destinées à la réalisation des droits consacrés par le Pacte et à consacrer davantage de fonds à la protection de sa population et de l'intégrité et l'unité de son territoire. En effet, en 2013, le Cameroun a commencé à subir des attaques meurtrières répétées de la secte Boko Haram, qui a tenté de déstabiliser le pays en menant des opérations dans la région de l'Extrême-Nord en vue d'y mettre en place un califat. Ensuite, la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où des groupes remettent en cause l'unité du pays et la Constitution, appelait également une réaction du Gouvernement, qui se devait d'assurer la stabilité, la paix et la sécurité dans ces régions. Ainsi, le budget de l'éducation, qui était auparavant la priorité des autorités, a dû être réduit afin d'affecter des ressources aux forces de défense.

Il convient de rappeler que le Cameroun a accueilli sur son sol près de 300 000 réfugiés, principalement originaires de République centrafricaine et du Nigeria, et qu'il n'a jamais refoulé de personnes fuyant les conflits. Le Cameroun ne demande pas à bénéficier de circonstances atténuantes, mais aimerait simplement que la communauté internationale comprenne qu'il est entouré de pays qui connaissent de graves difficultés et que malgré les troubles à la sécurité et à l'ordre public qui secouent les régions camerounaises du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, le pays parvient, néanmoins, chaque jour, à survivre et à maintenir son cap en matière de développement.

Répondant à la question de savoir si des pesticides sont utilisés par les agriculteurs camerounais, M. Mbella Mbella dit que des efforts ont été faits pour moderniser l'agriculture, secteur qui était, depuis les années 1960, de type traditionnel, diversifier les productions vivrières et développer l'agropastoralisme, mais que ces mesures ne comprennent pas l'utilisation de pesticides, les agriculteurs leur préférant les engrais naturels. En outre, les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont interdits au Cameroun. L'agriculture camerounaise est à 80 % biologique et les pratiques sont strictement encadrées afin d'assurer l'innocuité des produits alimentaires.

Pour lutter contre le déboisement sauvage et l'exploitation illicite des forêts, principalement dans la région de l'Est où vivent de nombreux autochtones, le Gouvernement a décidé de sanctionner lourdement ces pratiques et a réglementé l'exploitation forestière afin de soutenir les industries de transformation du bois. Le Ministère de l'environnement et le Ministère des forêts œuvrent de façon concertée et coordonnée pour l'exploitation raisonnée des forêts.

M. Kedzia dit que l'affaire de M. Paul Eric Kingué, maire de la commune de Njombe Penja qui avait dénoncé des irrégularités dans les livres de compte de la municipalité et avait été emprisonné de 2006 à 2015 avant de voir sa condamnation annulée par la Cour suprême, semble témoigner des difficultés que le Cameroun éprouve à l'égard des lanceurs d'alerte. Les autorités devraient porter un regard bienveillant sur les défenseurs des droits de l'homme et les lanceurs d'alerte et les considérer comme des atouts, et non comme des sources de problèmes.

Articles 13 à 15 du Pacte

M^{me} Crăciunean-Tatu dit que selon les indicateurs de la Banque mondiale, le taux d’alphabétisation des filles est, en général, au Cameroun, de 10 % inférieur à celui des garçons et que dans la région de l’Adamaoua, une fille sur deux est analphabète. Elle souhaite savoir si des mesures ont été prises pour remédier à la situation des filles en matière d’éducation, et dans l’affirmative, si des progrès quantitatifs ont été constatés. Elle demande à la délégation d’indiquer si le Cameroun a donné effet aux observations finales du Comité des droits de l’enfant, adoptées en 2017, dans lesquelles il a été recommandé à l’État partie de supprimer tous les frais indirects de scolarisation dans l’enseignement primaire et de sanctionner les membres du personnel éducatif qui exigent le paiement de frais non officiels. Elle aimerait également savoir si le Gouvernement camerounais a suivi les recommandations de l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) concernant l’évaluation des infrastructures scolaires, qui seraient en mauvais état et dépourvues d’accès à l’eau potable et aux services d’assainissement.

Eu égard au conflit armé qui sévit dans la région de l’Extrême-Nord et aux vives tensions dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où des écoles ont été incendiées ou sont occupées par des groupes armés et où des enseignants et des élèves ont été tués ou menacés de l’être, il serait particulièrement intéressant de recevoir des informations sur les mesures prises par le Gouvernement pour garantir l’accès des enfants à l’enseignement dans ces régions et sur la manière dont il entend répondre durablement à cette situation à long terme.

Concernant la mise en œuvre de l’article 15 du Pacte, M^{me} Crăciunean-Tatu note que seuls 25 % des Camerounais ont accès à Internet et demande si les autorités envisagent de prendre des mesures concrètes pour veiller à ce que tous les habitants y aient accès. Relevant que plusieurs informations indiquent que, depuis 2017, les services d’accès à Internet, voire certains réseaux sociaux, ont été interrompus à plusieurs reprises dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, régions majoritairement anglophones, elle aimerait connaître les raisons de ces cessations de service et les mesures envisagées pour éviter que cette situation se reproduise.

S’agissant de la politique en matière de bilinguisme, il serait intéressant de savoir comment, concrètement, la politique de protection et de promotion du bilinguisme, le français et l’anglais étant les deux langues officielles du pays, est mise en œuvre sur tout le territoire, étant donné que le français continue d’être la langue la plus utilisée dans tous les domaines de la vie publique camerounaise. La délégation est invitée à indiquer si les autorités ont conscience de ce déséquilibre linguistique et quelles mesures concrètes elles envisagent de prendre pour y remédier. La situation des langues autochtones semble encore plus complexe, puisqu’elles ne peuvent être utilisées que dans la sphère privée, ce qui menace leur préservation. Enfin, M^{me} Crăciunean-Tatu demande ce que l’État partie compte faire pour s’assurer que la diversité culturelle en général, et la diversité linguistique en particulier, sont considérées et reconnues par tous comme une richesse plutôt qu’une source de conflit.

M. Mbella Mbella (Cameroun), revenant à la situation des langues autochtones, explique que le Cameroun a subi une colonisation qui a réprimé féroce l’utilisation de ce que les colons appelaient des « dialectes ». Ce n’est qu’après l’indépendance du pays qu’a été élaborée une nomenclature des langues nationales. On en dénombre aujourd’hui 300, dont certaines sont enseignées dans les établissements scolaires.

L’utilisation prédominante du français dans la vie publique tient au fait que le pays compte plus de locuteurs francophones qu’anglophones, et non à une quelconque domination politique ou culturelle exercée sur les seconds. Pour garantir la mise en œuvre appropriée de la politique de bilinguisme et corriger d’éventuels déséquilibres dans ce domaine, le Gouvernement a établi la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. Le bilinguisme fait partie du patrimoine culturel du Cameroun et doit être considéré comme une force. En effet, la maîtrise de l’anglais et du français est un atout pour le Cameroun du point de vue du développement. La promotion du bilinguisme commence à l’école, où les élèves camerounais apprennent l’anglais et le français dès leur plus jeune âge. De plus, les administrations publiques publient leurs textes

dans les deux langues. Le Gouvernement a créé des centres pilotes linguistiques dans toutes les régions du pays pour permettre aux adultes qui ne sont pas encore bilingues de le devenir. Il veille également à ce que les enseignants d'anglais et de français aient reçu une formation adéquate. La crise sociopolitique qui a éclaté en 2016 au Cameroun a commencé par une manifestation de syndicats d'enseignants et d'avocats anglophones, avec qui le Gouvernement a aussitôt engagé un dialogue. La représentation des francophones et des anglophones dans la sphère politique est équilibrée.

En ce qui concerne la liberté d'expression, M. Mbella Mbella dit que le Gouvernement n'a bloqué l'accès à Internet qu'une seule fois, en 2017, afin de préserver la paix sociale. En effet, des groupes séparatistes s'étaient emparé d'Internet pour inciter à la haine raciale et à la violence contre les Camerounais francophones, ce qui avait entraîné nombre de violences et d'actes de destruction et eu des conséquences économiques désastreuses. Le Gouvernement a donc décidé de bloquer l'accès à Internet de manière temporaire jusqu'à ce que la situation soit maîtrisée. Le Cameroun a le droit de protéger son territoire et sa population et de prendre des mesures pour ne pas tomber dans une guerre ethnique et clanique.

Le Cameroun est l'un des premiers pays à avoir instauré la gratuité de l'éducation. Le Gouvernement prend des mesures de répression contre les enseignants qui réclament de l'argent à la population. Au lendemain de l'indépendance du pays, les différentes régions du Cameroun affichaient de très fortes disparités en matière d'éducation et d'enseignement. En effet, pendant la colonisation, les régions comme l'Extrême-Nord, culturellement très traditionnelles, avaient été laissées pour compte, et la plupart des enfants n'y étaient pas scolarisés. En revanche, dans certaines régions, comme les régions côtières, la situation de l'éducation était bien meilleure. Les autorités camerounaises ont repris la situation en main et le pays enregistre des progrès en matière d'éducation depuis 1965. En 2035, le Cameroun sera un pays émergent non seulement du point de vue économique, mais également sur les plans culturel et social.

Il existe au Cameroun pas moins de 300 langues qui peuvent être classées en quatre grandes catégories : les langues fang-béti, les langues sawa, les langues du Grassfield et les langues sahéennes. Ces langues sont enseignées à l'école. À ces quatre grandes catégories viennent s'ajouter les langues pygmées.

Les libertés d'expression, d'association et de réunion sont garanties au Cameroun. Il existe au moins 200 organes de presse. Les nombreux défenseurs des droits de l'homme présents dans le pays peuvent mener leurs activités tant qu'ils n'enfreignent pas la loi et ne troublent pas l'ordre public. Les personnes qui commettent des infractions doivent être poursuivies, quelle que soit la nature de leurs activités. Le droit à la paix et à la stabilité fait également partie des droits économiques, sociaux et culturels.

Le Plan d'action national sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité a été élaboré en collaboration avec la société civile, y compris des organisations de femmes. Sa mise en œuvre a été confiée à un comité interministériel coordonné par le Ministère de la promotion de la femme et de la famille. Ce plan vise à associer les femmes au règlement des conflits à tous les niveaux. Les organisations de la société civile et les organisations de femmes contribuent à sa mise en œuvre. Des séminaires et d'autres rencontres sont également organisées sur cette question avec l'appui de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

M^{me} Takam Gatsing (Cameroun) précise que M. Kingué a fait l'objet de trois procédures judiciaires, non pas pour ses activités de lanceur d'alerte, mais pour complicité de pillage en bande, faux en écriture et détournement de deniers publics. S'il a été acquitté à l'issue de deux des trois procédures, il a tout de même été reconnu coupable de pillage en bande dans l'une d'entre elles. Les défenseurs des droits de l'homme ne sont pas au-dessus des lois du fait de leurs activités, mais aucun d'entre eux n'est poursuivi pour ses travaux. Par ailleurs, on ne peut pas demander au Cameroun de bien gérer sa situation économique sans poursuivre les personnes qui détournent des fonds publics, comme il l'a fait dans le cas de l'ancien Ministre M. Urbain Olangue Awono, par exemple.

M. Mbella Mbella (Cameroun) dit que le Cameroun s'efforce de combattre la corruption à tous les niveaux. Certaines personnes se font passer pour des défenseurs des droits de l'homme pour laisser croire qu'elles sont poursuivies pour des raisons injustes et se faire passer pour des victimes.

M. Uprimny (Rapporteur pour le Cameroun) remercie la délégation camerounaise des réponses apportées aux questions du Comité. Il lui demande de bien vouloir communiquer au Comité, dans les quarante-huit heures, les réponses qu'elle n'a pas pu apporter pendant le dialogue.

M. Mbella Mbella (Cameroun) dit que la délégation camerounaise communiquera par écrit les informations demandées sous quarante-huit heures. Le Cameroun continuera de faire tout son possible pour renforcer l'état de droit et la protection des droits de l'homme sur son territoire.

Le Président remercie tous les participants pour leur contribution au dialogue.

La séance est levée à 13 heures.